

Intégration franco-allemande

Les journées d'étude retour des élus et fonctionnaires ludwigsbourgeois se tiennent jusqu'à aujourd'hui samedi à Montbéliard. On parle jeunesse et intégration de part et d'autre du Rhin.

Q'EST-CE qui fait que deux villes très différentes l'une de l'autre peuvent mettre en commun leurs expériences de gestion, sur le terrain, des problèmes du quotidien ? Précisément le fait que leur culture et leurs habitudes sont différentes. Montbéliard et Ludwigsburg travaillent depuis plusieurs années sur cette dimension d'échange. Depuis hier, une vingtaine de Ludwigsbourgeois sont en ville, derrière le D' Eichert, leur maire. Il est question de voir comment, à Montbéliard, on travaille avec les jeunes et on se penche sur les problèmes d'intégration.

POLITIQUE TRANSVERSALE

Avec des situations donc différentes mais des populations de jeunes semblables - environ 15 % de 9 à 25 ans et des grands quartiers où les jeunes sont fortement représentés - les réponses aux mêmes questions peuvent devenir différentes. A Montbéliard, on mise sur le

partenariat entre les différentes structures. Et l'action de la ville se situe plus à une coordination qu'à une suite d'impulsions ciblées. Par contre, à Ludwigsburg, on traite des problèmes précis mais d'une manière cloisonnée. Et le maire de la ville allemande de s'étonner, à l'occasion d'un tour de Petite Hollande, de la propreté globale du quartier. « Vous n'avez pas de tags ni de graffitis ici » ; Et Michel Prêtre de lui répondre que « le centre socioculturel des Hexagones n'a jamais fait l'objet de grosses dégradations depuis son ouverture sur le quartier ». C'est-à-dire 18 ans...

Cependant, les problèmes existent bien, tant à Montbéliard qu'à Ludwigsburg. Le programme de la délégation allemande emmène les amis du D' Eichert au comité communal de prévention de la délinquance, à la compagnie des Bains-Douches et vers d'autres structures d'insertion sociale.

« Deux logiques président à Montbéliard à la politique en direction de la jeunesse, ex-

plique Patrice David, responsable du service Jeunesse et Éducation, une politique transversale tout d'abord, avec les efforts en direction d'activités aussi larges que le cinéma, le sport, la vie associative, des lieux d'accueil, etc. Et certains équipements plus ciblés par exemple, comme un terrain de foot au pied d'un immeuble ».

SOCIÉTÉ CLOISONNÉE

Mais élus et fonctionnaires montbéliardais s'interrogent, de même que leurs collègues allemands, sur un certain nombre de points. « Il est effectivement difficile aujourd'hui pour certains jeunes de trouver une place dans la société... », note un intervenant, les rapports avec les établissements scolaires ne sont pas simples.

Timidité des enseignants, complexité des règlements administratifs et peur des accidents. Le monde de l'Éducation nationale est très cloisonné désormais en France. Et Louis Souvet de monter au créneau : « On ne peut aujourd'hui

plus rien faire avec les écoles, tout le monde ouvre son immense parapluie... ». Bruno Kissler, de l'assemblée du Land de Bade-Wurtemberg, explique aussi son point de vue : « Le décalage entre les jeunes en Allemagne et la prévention de la criminalité font que l'on assiste désormais au début d'une nouvelle coopération entre les travailleurs sociaux et les écoles. Il faut désormais réussir à casser ce cloisonnement entre le monde de l'école et le reste de la journée... ».

Mêmes problèmes donc, mais solutions différentes dans l'esprit et également dans le temps. Si les Allemands sont en avance dans l'implication des services de police avec les travailleurs de rue par exemple, dans les quartiers difficiles, les Montbéliardais semblent mieux maîtriser un certain sens du dialogue sur le terrain.

Alain ROY

Suite de ces deux journées d'étude aujourd'hui samedi avec les tables rondes et les réunions de synthèse.



Les fonctionnaires et élus allemands au centre socioculturel des Hexagones à la Petite Hollande, à la rencontre des animateurs de « Montbéliard Action Jeunes ». (Photo « LE PAYS » - A.R.)

Paroles de femmes

Parmi les visites sur le terrain de cette fin de semaine, élus et fonctionnaires ludwigsbourgeois se sont retrouvés à la MJC de la Petite Hollande afin de rencontrer des animatrices du conseil de femmes. Après le colloque autour des paroles de femmes (« Zup alors! », notre édition du 20 novembre), Fabienne Rose a expliqué longuement comment, depuis six mois de travail sur le quartier, elle a pu créer un réseau. Réseau qui retient en somme les préoccupations des dames. Avec l'arrivée d'Arlette Ebié à la direction de la MJC, la

maison s'est ouverte sur les habitants de la Zup et notamment sur les femmes avec des activités l'après-midi.

La semaine dernière, plus d'une centaine de femmes sont venues parler, pour la première fois, autour d'une table et d'atelier de leurs préoccupations et des problèmes de leur quartier.

Éducation des enfants, problèmes de discipline, de respect des autres, Fabienne Rose estime cette première possible grâce aux réseaux mis en place depuis six mois.

« Je crois que l'on a répondu en fait aux attentes des femmes, sur le plan à la fois qualitatif et sur le plan des interrogations. On a vu que les mamans, françaises ou pas, étaient confrontées aux mêmes problèmes d'éducation des enfants et de petite délinquance au quotidien. On parle aujourd'hui à nouveau de respect et d'écoute de l'autre... ». Et ces premières rencontres en amèneront d'autres. Histoire de renouer le fil du dialogue.

Des jeunes en commission

Quelles sont finalement les attentes et les non-dits des jeunes ? A Montbéliard comme à Ludwigsburg, élus et fonctionnaires des services concernés se posent les mêmes questions. Sauf que, pour le D' Christof Eichert, le maire de la cité allemande, ses homologues montbéliardais auraient, semble-t-il, trouvé un début de réponse avec l'installation de la commission permanente des jeunes.

Patrice David, responsable du service « Jeunesse et éducation », en précise les enjeux : « Il s'agit pour nous, Ville de Montbéliard, de prendre en compte les attentes et les besoins des jeunes. Aux élus ensuite de proposer en retour leurs choix et leurs stratégies ».

La commission, lancée en avril, fonctionne deux fois par mois autour d'une vingtaine de jeunes librement cooptés. Jé-

rôme Monamy en fait partie, de même que Sarah Davril. « Nous avons donné l'information dans les MJC, les lieux de rencontres des jeunes, les associations. Très vite, on s'est retrouvé une vingtaine à s'exprimer ». Au jeu des questions-réponses, fonctionnaires et élus travaillent aussi de manière transversale « c'est-à-dire en informant les autres commissions municipales des préoccupations des jeunes ».

explique Patrice David. La commission permanente des jeunes s'est réunie lundi dernier autour des emplois-jeunes, le pourquoi et comment ; quatre jeunes aides-éducateurs sont venus expliquer et témoigner.

Le 5 décembre, il sera question d'information. « Les jeunes se plaignent souvent de ne pas être informés. On va donc parler des moyens et des circuits d'information... ».